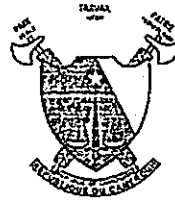


RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

SECRETARIAT GENERAL

Cellule PR-FC



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC WORKS

SECRETARIAT GENERAL

JF-RP Unit

**PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS PHASE
IV : RECONSTRUCTION DU CORRIDOR ECONOMIQUE DOUALA –
NDJAMENA : SECTION NGAOUNDERE - GAROUA**

052 **AVIS A MANIFESTATION D'INTERET**
N° 052 /AMI/MINTP/SG/CRR-FC/TPs/SPML/2026 du 01 **JUIL 2026**
(SERVICE DE CONSULTANTS)

**RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR L'EVALUATION
DES IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES DU PROGRAMME D'APPUI
AU SECTEUR DES TRANSPORTS PHASE IV**

Pays : Cameroun

Secteur : Transport

Référence des accords de financement :

- Prêt BAD N°2000200006776
- Prêt BAD N°2100150044858

N° d'identification du Projet :

- P-CM-DB0-018

1. Le Gouvernement de la République du Cameroun a sollicité du Groupe de la Banque Africaine de Développement le financement du Programme d'Appui au Secteur des Transports phase IV (PAST IV). Ce programme vise la réhabilitation de la section Ngaoundéré-Garoua afin d'assurer la traficabilité du corridor Douala- N'Djaména long de 2100 kilomètres.
2. Les services prévus au titre de cette prestation visent à évaluer l'impact socio-économique, financier, environnemental et social du Programme d'Appui au Secteur des Transports – Phase IV dans les régions de l'Adamaoua et du Nord Cameroun, afin de mesurer la contribution du projet à l'amélioration des services de transport, au développement économique et social, à la protection de l'environnement et à la durabilité des résultats. Conformément aux exigences de l'accord de prêt. Plus spécifiquement, il s'agira de vérifier dans quelle mesure le projet a contribué à :
 - Améliorer le niveau de service de la route sur cette section ;
 - Fluidifier la circulation des biens et des personnes ;
 - Générer des bénéfices économiques directs et indirects sur les activités productives et commerciales ;
 - Améliorer les conditions de vie des populations dans la zone d'influence du projet (ZIP/ZIDP) ;

- Assurer la durabilité des résultats et des avantages du projet après son achèvement ;
- Atteindre ces résultats de manière efficiente, optimisant l'utilisation des ressources.

Le délai d'exécution des prestations est au maximum de six (06) mois calendaires, réparti en deux phases d'intervention d'une durée 3 mois et couvrant la période de mise en œuvre du projet ;

3. Le ministre des Travaux Publics invite les Consultants à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.
4. Les dossiers de manifestation d'intérêt devront comporter les documents et informations suivantes :
 - *Une lettre de manifestation d'intérêt datée et signée, adressée au Ministre des Travaux Publics*
 - *Une présentation de la firme ainsi qu'une copie de son registre de commerce et ses statuts ;*
 - *Les références des missions similaires réalisées et qui doivent faire ressortir pour chaque mission (i) l'intitulé de la mission; (ii) les services réalisés et résultats obtenus ; (iii) le nom, l'adresse et les contacts du client ; (iv) le pays de réalisation de la mission ; (v) l'année de réalisation y compris les dates de début et fin de la mission ; (vi) le montant du contrat ; (vii) la liste des experts-clés ayant réalisé la mission, le montant de la mission ainsi que toute information pertinente sur la réalisation de la mission ;*
 - *Les attestations de bonne exécution ou certificats attestant la bonne fin des prestations, lettre de notification de démarrage des prestations, ou toute pièce attestant de la bonne exécution des prestations, Extrait de contrat (page de garde et celle comportant les signatures) ; Les expériences similaires pour les projets financés par les bailleurs de fonds constitueront un atout.*
5. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes au Cadre de passation des marchés pour les opérations financées par le Groupe de la Banque africaine de développement, daté d'octobre 2015, disponible sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>. Il est à noter que la manifestation d'intérêt par un consultant n'implique aucune obligation pour l'Emprunteur de le retenir sur la liste restreinte
6. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires du lundi au vendredi à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : entre 09 heures et 16 heures (heure locale, soit GMT+1)
7. Les expressions d'intérêt doivent parvenir par dépôt physique (avec une version numérique modifiable en fichier Word et une version scannée en PDF sur clé USB) ou par courrier électronique à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le

29 JUIL 2026 à 15 heures 30 mn ; heure locale (GMT+1) et porter expressément la mention « *Manifestation d'intérêt en vue du recrutement d'un consultant pour l'évaluation des impacts socio-économiques du programme d'Appui au Secteur des Transports Phase IV (PAST IV)* ».

Les adresses pour obtenir les informations :

Cellule des Projets Routiers à Financement Conjoint (CPR-FC) sise à la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé, 2^{ème} Etage, Bureau 204
Téléphone : (237) 6 96 69 21 46; Fax : (237) 222 23 48 78 ou 222 22 22 94
E-mail : infos@cpr-fc.cm et cprfc.mintp@gmail.com

Dépôts physiques

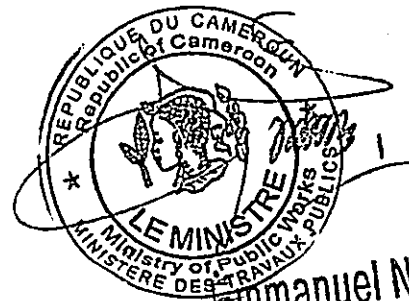
A l'attention de Monsieur le Ministre des Travaux Publics
Cellule des Projets Routiers à Financement Conjoint (CPR-FC) sise à la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé, 2^{ème} Etage, Bureau 204.

Dépôt par courrier électronique

A l'attention de Monsieur le Ministre des Travaux Publics
Cellule des Projets Routiers à Financement Conjoint (CPR-FC)
Email : csepr_badbm@yahoo.fr copie à cprfc.mintp@gmail.com

Yaoundé, le 01 JUIL 2026

Le Ministre des Travaux Publics
(Autorité Contractante, Maitre d'Ouvrage)



Emmanuel NGANOU D.

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

SECRETARIAT GENERAL

Cellule PR-FC



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC WORKS

SECRETARIAT GENERAL

JF-RP Unit

**TRANSPORT SECTOR SUPPORT PROGRAMME, PHASE IV:
RECONSTRUCTION OF THE DOUALA-NDJAMENA ECONOMIC
CORRIDOR: NGAOUNDERE-GAROUA SECTION**

052 CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST
No. 052 /AMI/MINTP/SG/CPR-FC/TPs/SPM₂/2026 of 01 JUL 2026
(CONSULTING SERVICES)

**RECRUITMENT OF A CONSULTANT FOR THE
SOCIO-ECONOMIC IMPACT ASSESSMENT OF THE TRANSPORT
SECTOR SUPPORT PROGRAMME PHASE IV**

Country: Cameroon

Sector: Transport

Funding Agreement Reference:

- AfDB Loan No. 2000200006776
- AfDB Loan No. 2100150044858

Project Identification No.:

- P-CM-DB0-018

1. The Government of the Republic of Cameroon applied for funding from the African Development Bank (AfDB) in the form of a loan to finance the "Transport Sector Support Programme Phase IV (PAST IV). This programme aims to rehabilitate the Ngaoundéré-Garoua section in order to ensure the trafficability of the 2,100-km-long Douala-N'Djamena corridor.
2. The services to be provided under this contract aim to assess the socio-economic, financial, environmental and social impact of the Transport Sector Support Programme – Phase IV in the Adamawa and North regions of Cameroon. The purpose is to measure the project's contribution to the improvement of transport services, economic and social development, environmental protection and the sustainability of results, in accordance with the requirements of the loan agreement. More specifically, the aim will be to verify the extent to which the project has contributed to:
 - increasing the road's level of service on this stretch;
 - facilitating the movement of goods and people;
 - generating direct and indirect economic benefits for productive and commercial activities;
 - improving the living conditions of the populations in the project's area of influence (PAI);

- ensuring the sustainability of the project's results and benefits after its completion;
- achieving these results efficiently, optimising the use of resources.

The time frame for the provision of services is a maximum of six (6) calendar months, divided into two phases of three months each, covering the project implementation period;

3. The Minister of Public Works hereby invites Consultants to apply with a view to providing the services described above. Interested consultants must provide information demonstrating that they have the required qualifications and relevant experience for the performance of the services (documentation, reference for similar services, experience in similar missions, availability of qualified staff, etc.). Consultants can form a consortium to enhance their qualification.
4. Expression of interest documents must include the following documents and information:
 - *A signed and dated letter of expression of interest addressed to the Minister of Public Works;*
 - *A write-up on the firm profile, together with a copy of its business register and articles of incorporation;*
 - *References for similar projects carried out, which must specify for each project: (i) the project name; (ii) the services provided and results achieved; (iii) the client's name, address and contact details; (iv) the country in which the project was carried out; (v) the year of completion, including the start and end dates of the project; (vi) the contract amount; (vii) the list of key experts who carried out the assignment, the assignment amount and any relevant information regarding the execution of the assignment;*
 - *Certificates of proper completion or certificates attesting to the successful performance of services, the notification letter for commencement of service delivery, or any document attesting to the proper performance of services; an excerpt of the contract (cover page and the signature page). Relevant experience with donor-funded projects will be an asset.*
5. The eligibility criteria, short-listing and selection procedure will be in accordance with the Procurement Policy for the African Development Bank Group-Funded Operations, October 2015 Edition, which is available on the Bank's website at: <http://www.afdb.org>. It should be noted that a consultant's expression of interest does not imply any obligation on the Borrower to include them on the shortlist
6. Interested Consultants may obtain further information at the address below, from Monday to Friday during working hours: between 9:00 a.m. and 4:00 p.m. (local time, i.e. GMT+1).
7. Expressions of interest must be submitted in person (with an editable soft copy in Word format and a scanned PDF file on a USB drive) or by email to the address below, no later than 29 July 2026 at 3.30 pm; local time (GMT+1). They must be clearly labelled "Expression of interest for the recruitment of a consultant for the socio-economic impact assessment of the Transport Sector Support Programme Phase-IV (PAST IV)".

Addresses for Further Information:

Joint Financing Road Projects Unit (JF-RPU) located at the Centre Regional Delegation of Public Works, 2nd Floor, Room 204

Telephone: (237) 6 96 69 21 46; Fax: (237) 222 23 48 78 or 222 22 22 94

E-mail : infos@cpr-fc.cm and cprfc.mintp@gmail.com

Physical Submission of Files

To the Minister of Public Works

Joint Financing Road Projects Unit (JF-RPU) located at the Centre Regional Delegation of Public Works, 2nd Floor, Room 204.

Online Submission of Files

To the Minister of Public Works

Joint Financing Road Projects Unit (JF-RPU)

Email: csepr_badbm@yahoo.fr copy cprfc.mintp@gmail.com

Yaounde, 01 JUIL 2026

The Minister of Public Works
(Contracting Authority, Project Owner)



Emmanuel NGANOU D.